

Jamin, Jean, Les Lois du silence.

Calame-Griaule Geneviève

Journal des africanistes, Année 1977, Volume 47, Numéro 2  
p. 215 - 216

[Voir l'article en ligne](#)

## Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

### Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/> ). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

ceux dont ils jouissaient précédemment. Tout au long de son travail l'auteur souligne ainsi à juste titre que « beaucoup d'éléments, qui à première vue semblent former un tout homogène, furent en réalité le résultat d'une perpétuelle innovation ».

Pierre Erny.

JAMIN, Jean, *Les Lois du silence. Essai sur la fonction sociale du secret* (Paris, Maspéro, 1977), 135 p., bibliogr. [Dossiers africains].

Ce livre part d'une interrogation sur les conditions sociales d'exercice de la parole : « Conditions qui doivent, au bout du compte, en infléchir le sens et la valeur et permettre de dégager le mode d'articulation entre les structures de codification, de communication et de subordination » (p. 9). Mais le problème du statut de la parole dans les sociétés « à tradition orale » aboutit tout de suite à celui du silence, comme le montrent aussi bien les travaux des psychothérapeutes africanistes que ceux de sociologues comme M. Augé : d'une part la parole est ambiguë et l'éducation traditionnelle enseigne à la maîtriser, donc bien souvent à se taire, d'autre part une certaine stratégie du pouvoir consiste à taire ce que l'on sait. C'est donc sur la fonction sociale du « non-dire » que Jean Jamin va essentiellement s'interroger.

Ayant posé les hypothèses que « toute parole sociale peut et doit être interprétée en termes de pouvoir » et que « chaque position sociale s'accompagne et se marque de non-dit et de non-dire qui tendent à l'affirmer et à la maintenir » (p. 13), l'auteur illustre ces propositions par des exemples géographiquement et culturellement très éloignés les uns des autres, mais dont l'éloignement fait précisément ressortir les caractères communs : la possession d'un *savoir* conférant un certain *pouvoir* s'affirmant par le droit au *secret*. C'est ainsi que le secret cynégétique des tendeurs ardennais rejoint le secret initiatique des sociétés lignagères africaines.

La tenderie aux grives, technique de piégeage très ancienne pratiquée sur le plateau ardennais, comporte à la fois un savoir (connaissances techniques du piégeage, taxonomies), une division sociale (classe des *tendeurs*, petits paysans-ouvriers du plateau, opposée à la classe des *chasseurs*, gros propriétaires terriens et industriels de la vallée), des modes de distribution et d'échange jouant un rôle important dans la cohésion sociale. Tout cela confère aux tendeurs au niveau communal un pouvoir réel, mais secret (secret des connaissances techniques et taxonomiques, invention d'une espèce de grive « mythique », secret des carnets de distribution et de vente tenus par les femmes, etc.). Cet exemple montre comment un savoir précis et limité « se trouve pris dans un réseau social qui en conditionne l'acquisition, l'utilisation et la transmission » et comment « au niveau de son expression interviennent des phénomènes de censure, de rétention, voire de répression, redoublant ou soulignant des rapports de pouvoir, inscrivant des statuts et manifestant des processus d'accumulation et de confiscation » (p. 24).

L'exemple du *poro* des Sénoufo de Côte-d'Ivoire et celui des classes d'âge kikuyu du Kenya vont maintenant servir à l'auteur à démontrer le « paradoxe » de tout projet initiatique qui tend à la fois à uniformiser en « humanisant » et à diviser en « socialisant », c'est-à-dire en reproduisant « les rapports de subordination et la structure hiérarchique de la société lignagère » (p. 65). Mais en faisant accéder les initiés au *secret* d'un savoir qui fonde des structures de subordination (initiés/non initiés, aînés/cadets), l'initiation apparaît en même temps comme l'exercice d'un *pouvoir* dont, paradoxalement encore, la principale affirmation consiste à *ne pas dire*. D'autre part ce fameux secret initiatique recouvre, selon Jamin, des connaissances qui sont finalement assez dérisoires et n'ont pas cette importance mystique que leur confère l'ethnologie classique. Ce serait en tout cas ce qui se passe dans le *poro* sénoufo.

La véritable formation de l'individu (acquisition de connaissances et de compétences) commence en réalité bien avant l'initiation et se continue bien après. « L'endoctrinement initiatique est d'abord et surtout apprentissage du camouflage, où ce qui importe est plus la dissimulation que son objet » (p. 103).

Cet essai brillant, stimulant par ses paradoxes mêmes, laisse cependant un peu sur sa faim. Si l'auteur réussit bien à nous persuader que le silence (ou plutôt une certaine forme de silence, qui est le non-dire) peut être la façon d'exprimer un pouvoir, il ne nous convainc pas tout à fait du « vide » de la parole initiatique. S'il est certainement vrai que l'initiation des enfants et des adolescents (sens restreint auquel est employé ici le terme d'initiation) ne peut prétendre à leur donner toute la connaissance, et consiste plutôt à les mettre en face d'un « appareil symbolique qu'ils peuvent manipuler mais dont ils ignorent (encore) le sens », cet appareil symbolique est justement en lui-même fondamental puisqu'il comporte en germe toute cette connaissance auxquels ils accéderont plus tard, par paliers, et qu'il leur donne la clé pour cette connaissance. Par ailleurs, cette parole (initiatique ou non) par laquelle se transmet le savoir dans les sociétés traditionnelles, n'est définie ici qu'en creux, pour ainsi dire, par le silence. Or on aimerait savoir ce qu'est la parole (positive et non plus comme ici négative) dans les sociétés en question. Nous ne sommes pas d'accord avec l'auteur lorsqu'il affirme d'emblée que « la plupart des recherches portant sur les traditions orales accordent bien sûr, par définition, un statut prioritaire à la parole » (p. 9). Il nous semble en effet que si la parole est beaucoup nommée, elle est rarement étudiée en elle-même et la manière dont les intéressés conçoivent sa nature et son fonctionnement est peu envisagée. Quelques travaux ont tenté de le faire, qui ne sont justement pas cités ici.

Ces réserves n'enlèvent rien à l'intérêt de ce petit livre dense et percutant qui amène à se poser beaucoup de questions sur des vérités reçues.

Geneviève Calame-Griaule.

KHAYAR, Issa H., *Le Refus de l'école, Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans du Ouaddaï (Tchad)* (Paris, A. Maisonneuve, 1976), 140 p., cartes, bibliogr., index.

Ce petit livre modeste pose un problème qui dépasse de beaucoup les limites du groupe dont il analyse les réactions à la scolarisation : les musulmans du Ouaddaï, et plus particulièrement les Maba. Issa Khayar, lui-même Ouaddaïen, musulman et ancien instituteur, a vécu les différentes expériences qu'il décrit dans ce livre et s'est posé très tôt les questions auxquelles il s'efforce de répondre ici. Au cours de ses différentes enquêtes et à l'occasion des comparaisons qu'il a pu établir, il lui est apparu que le cas des Maba, qu'il connaissait bien, était en quelque sorte exemplaire de cette résistance à l'école publique qui s'observe non seulement dans tout le Tchad, mais dans d'autres pays d'Afrique et particulièrement, semble-t-il, chez les populations islamisées. Tout se passe en effet comme si l'institution de l'école coranique que l'islam véhicule avec lui fournissait un des moyens les plus efficaces de résistance à la colonisation culturelle — beaucoup plus efficace en tous cas que les modes traditionnels d'enseignement qui ont commencé depuis longtemps à céder devant le prestige du Livre.

En effet le processus d'islamisation des Maba s'est amorcé dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et l'ancien système d'éducation, dont l'auteur nous donne dans le premier chapitre une image vivante et intéressante, a peu à peu cédé la place aux valeurs de la culture islamique et à une arabisation irrésistible : « Adopter la religion des Arabes, les mœurs des Arabes, la langue des Arabes, se lier aux autres peuples arabes